

Panama, 1892 - Régions dévastées, 1924

40885
166
5

En 1888, au moment où l'échec du général Boulanger s'avérait comme définitif, la Compagnie du Panama, à court d'argent, résolut d'émettre des obligations remboursables par une série de tirages au sort ; quelques très gros lots étaient destinés à allécher la masse des petits épargnants français. Toute loterie étant interdite, il fallait qu'une loi autorisât l'émission, ce qui fut fait. La compagnie fit bientôt faillite, laissant un passif de 1 milliard 433 millions et une comptabilité irrégulière. Le retentissement en France fut énorme, car outre les pertes d'argent qu'elles éprouvaient, la petite et la moyenne bourgeoisie française étaient traditionnellement imprégnées d'une grande méfiance envers les financiers auxquels cependant une cupidité très naïve favorisée par l'essor économique moderne les portait contradictoirement à confier « leurs économies ». Le gouvernement fit donc ouvrir une instruction contre les directeurs du Panama. L'instruction traînait en longueur. On alléguait en haut lieu qu'il serait fâcheux d'inculper et de condamner de Lesseps, « le grand Français » de Suez.

Les bonapartistes, les royalistes, ces éléments composites, noblesse et moyenne bourgeoisie terriennes retardataires, c'est-à-dire répugnant d'instinct à l'économie capitaliste en plein essor qu'incarnait à leurs yeux la République, ne manquèrent pas de saisir l'occasion. Entraînant des troupes bigarrées de mécontents : escroqués, nationalistes, hantés par la grandeur napoléonienne et la cuisante défaite de 70, cléricaux ou simples ambitieux, profitant d'une opinion publique bourgeoise fort soupçonneuse en matière d'argent et dressée par deux siècles d'administration publique centralisée à n'admettre aucune compromission entre la politique et les affaires, tous ceux qu'on faisait figurer sous le terme très vague de révisionnistes crurent le moment venu de reprendre la vieille lutte contre la république et de réparer les échecs du 16 Mai et du boulangisme.

Ces représentants d'une aristocratie déchue qui se survivait dans certaines provinces et d'une bourgeoisie de professions libérales ou de petite et moyenne industrie, cléricale et répugnant au développement du grand capitalisme bancaire dont Panama constituait le symbole, tentèrent en exploitant le scandale d'ouvrir une nouvelle crise de régime. Flétrir le parlement et à travers lui la république, dénoncer au nom de l'intérêt national trahi par le grand capitalisme et les concussions des législateurs, tels furent les mots d'ordre des conjurés.

Accrochée dans la *Libre Parole* d'Edouard Drumont, et dans la *Cocarde*, feuilles nationalistes, la campagne fut portée, en novembre 1892, à la tribune de la Chambre, par Jules Delahaye, boulangiste notoire, mais ayant poursuivi à l'aide de Boulanger des fins royalistes.

Jules Delahaye était déjà intervenu à la Chambre à trois reprises sur cette affaire du Panama ; en vain. En cette fameuse séance, à laquelle Barrès consacra sous le nom de la *Journée de l'Accusateur*, une douzaine des pages les plus emphatiques de son livre *Leurs Figures*, presque toute la droite et, à l'extrême-gauche, Déroulède, appuyèrent avec la passion la plus vive les dénonciations de l'orateur qui mettait en cause sans nommer personne 150 parlementaires corrompus par les financiers Arton et de Reinach (ce dernier s'était suicidé la veille) pour favoriser les escroqueries de la compagnie du Panama. En dépit des manœuvres des radicaux et des opportunistes, il fallut bien, pour sauver la face de la morale politique traditionnelle des classes moyennes françaises, décider à mains levées la constitution d'une commission d'enquête. Composée en majorité de républicains, la commission étouffa naturellement le scandale, malgré les efforts des conservateurs et des boulangistes. La chute répétée des ministères Loubet et Ribot devant les révélations successives relatives aux Floquet, aux Rouvier, aux Baihaut et aux Clemenceau, n'aboutit qu'à la condamnation toute platonique (le tribunal avait attendu qu'il y eût prescription) de l'ancien ministre Baihaut, de Ferdinand de Lesseps, et de l'ingénieur Eiffel. Puis tout s'apaisa... jusqu'à l'affaire Dreyfus qui allait fournir aux républicains radicaux une facile et non moins scandaleuse revanche.

La vie déjà était en dehors du parlement, et rien ne prévalait contre le développement du grand capitalisme bancaire, ni la moralité politique traditionnelle des classes moyennes, ni ce fameux intérêt national.



Le 22 décembre 1923, le député social-démocrate Inghels montait pour la nième fois depuis deux ans à la tribune de la Chambre pour dénoncer ce que les feuilles social-démocrates comme le *Populaire* et le *Quotidien* nommaient depuis longtemps « les scandales de la reconstruction » ou « le Panama des régions libérées ». Cette fois-là, comme les précédentes, Inghels, malgré les précisions données par lui, ne suscita aucune indignation. Il eut beau citer des noms, des faits, démontrer qu'une vingtaine de milliards avait été volée par les gros industriels et les grosses firmes capitalistes des régions libérées, milliards souscrits au Crédit National par la petite et la moyenne épargne française (100 milliards d'émissions), il n'obtint que les méprisants démentis du ministre Reibel, soutenus par toute la Chambre. M. Médard Brogly, député du bloc national, lui reprocha de faire le jeu de l'Allemagne et, tout comme le ministre, lui jeta à la face de grandiloquentes dé-